

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IMA/W/3

15 juin 1995

(95-1595)

Accord international sur la viande

CONSEIL INTERNATIONAL DE LA VIANDE

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR

Note du Secrétariat

Le règlement intérieur proposé qui est présenté ci-après a été élaboré par le Secrétariat pour que le Conseil international de la viande l'examine à sa première réunion, en juin 1995. Ce règlement proposé est fondé sur le règlement intérieur de l'ancien Arrangement relatif à la viande bovine.

Les modifications de fond par rapport au règlement intérieur de l'Arrangement relatif à la viande bovine sont signalées, et s'accompagnent de commentaires explicatifs dont l'unique objet est de faciliter le débat et qui ne figureront pas dans le texte final.

*

*

*

ACCORD INTERNATIONAL SUR LA VIANDE BOVINE

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR

Règle 1

Chaque Partie à l' Accord indiquera au Secrétariat le nom d'un ou de plusieurs représentants résidant à Genève à qui les communications seront adressées. Toute Partie pourra prendre d'autres dispositions à cette fin.

Règle 2

Le Conseil international de la viande (ci-après dénommé "le Conseil") élira un président. Cette élection aura lieu à la [première] réunion ordinaire [annuelle] [de chaque année] et prendra effet immédiatement. Le Président sera élu pour une année. Son mandat sera renouvelable une fois. [En l'absence du Président du Conseil, le [Président du Groupe de l'analyse du marché de la viande (ci-après dénommé "le GAMV")] [Secrétariat] [le Conseil élira un président intérimaire pour cette réunion ou cette partie de la réunion pour remplir] [remplira] ses fonctions. Si le Président du Conseil ne peut plus remplir les fonctions qui lui incombent, le Conseil chargera le [Président du GAMV] [Secrétariat] [élira un Président intérimaire pour cette réunion ou cette partie de la réunion pour] de remplir ces fonctions jusqu'à l'élection d'un nouveau Président.

Commentaire: Dans tout le texte, des crochets sont utilisés le plus souvent pour suggérer des variantes possibles concernant deux questions particulières: 1) le Conseil décide de tenir une ou deux réunions ordinaires annuelles et 2) le Conseil décide de créer ou de ne pas créer le GAMV. C'est le cas dans les procédures qui figurent ci-dessus en grisé concernant le remplacement du Président du Conseil en son absence. Par ailleurs, ces procédures ont été harmonisées avec la règle 13 du Règlement intérieur du Conseil général.

Règle 3

Le Conseil se réunira normalement en juin [et en décembre] de chaque année. [La] [Les] date[s] de [cette] [ces] réunion[s] [sera] [seront] fixée[s] par le Président en consultation avec les Parties. La convocation, accompagnée du projet d'ordre du jour établi par le Secrétariat en consultation avec le Président, sera envoyée aux Parties dix jours civils au moins avant la date de la réunion.

Commentaire: Au cas où le Conseil déciderait de ne tenir qu'une réunion annuelle, il est suggéré que cette réunion ait lieu en juin.

Règle 4

Le Président pourra convoquer le Conseil en réunion extraordinaire, de sa propre initiative ou à la demande d'une Partie, dans un délai inférieur à dix jours civils avant la date de la réunion.

Règle 5

A moins que le Conseil n'en décide autrement, toutes ses réunions seront privées et ses comptes rendus traités en conséquence.

Règle 6

A tout moment, le Conseil pourra décider de modifier l'ordre du jour ou d'accorder priorité à certaines questions.

Règle 7

Le texte des décisions du Conseil devra être adopté au cours de la réunion où lesdites décisions auront été prises.

Règle 8

Après chaque réunion du Conseil, un projet de rapport sera envoyé aux Parties. Toute Partie qui désirera apporter des corrections à ce projet les fera parvenir au Secrétariat dans les vingt jours ouvrables suivant la date de la distribution du projet. Si aucune correction ne parvient au Secrétariat dans ce délai, le rapport sera réputé approuvé. Si des corrections de fond parviennent dans ce délai au Secrétariat, celui-ci les communiquera aux Parties. Sous réserve de toute autre observation par une Partie dans les quinze jours ouvrables suivant la date de communication de ces corrections, le rapport révisé sera réputé approuvé. Toute nouvelle proposition d'amendement sera soumise à la même procédure.

Règle 9

Le Conseil pourra instituer tous les organes subsidiaires qui seront nécessaires, en particulier aux fins indiquées dans les paragraphes 2 et 5 de l'article IV de l'Accord.

Règle 10

Les représentants des Membres de l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommés "Membres de l'OMC") qui ne sont pas signataires peuvent participer aux travaux du Conseil [et du GAMV] en qualité d'observateurs.

Règle 11

Les représentants de pays non signataires qui ne sont pas Membres de l'OMC et qui ont un intérêt à suivre les travaux du Conseil [et du GAMV] en qualité d'observateurs, adresseront au Directeur général de l'OMC une demande faisant état de leur désir de suivre ces travaux. Le Conseil se prononcera au sujet de chaque demande.

Règle 12

Le Conseil décidera des conditions du statut d'observateur, y compris pour ce qui est de la communication de renseignements par les observateurs. Les observateurs peuvent être invités à participer aux débats, mais les décisions sont du ressort exclusif des signataires.

Règle 13

Le Conseil [et le GAMV] peut [peuvent] débattre de questions confidentielles en séance spéciale à participation restreinte.

Règle 14

Le Conseil peut inviter, selon qu'il conviendra, des organisations internationales à participer, en qualité d'observateurs, aux sessions du Conseil [ou du GAMV]. Par ailleurs, le Conseil étudiera cas par cas les demandes présentées par des organisations internationales en vue de participer, en qualité d'observateurs, aux sessions du Conseil [ou du GAMV].

Règle 15

Les renseignements à fournir au titre de l'article III de l'Accord seront communiqués sur la base de questionnaires approuvés par le Conseil. Ces questionnaires pourront être révisés selon qu'il sera nécessaire pour réaliser les objectifs de l'Accord.

[Les Parties fourniront les renseignements demandés dans le questionnaire statistique deux fois par an, le 15 avril et le 15 octobre, respectivement, au plus tard. Les renseignements demandés dans le questionnaire concernant les politiques intérieures et les mesures commerciales seront fournis chaque année, pour la réunion de juin.]

[Les Parties fourniront chaque année, le 15 avril au plus tard, les renseignements demandés dans le questionnaire statistique et les questionnaires concernant les politiques intérieures et les mesures.]

(a) Les renseignements statistiques fournis pour la réunion de juin comprendront les données définitives concernant la période de douze mois qui s'est terminée le 31 décembre de l'année précédente, ainsi que des estimations pour l'année en cours et des prévisions pour l'année à venir.

b) Les renseignements statistiques fournis pour la réunion de décembre comprendront dans toute la mesure du possible des données concernant l'année en cours, y compris le mois de décembre, sous la forme soit de données définitives soit d'estimations révisées, ainsi que des prévisions révisées pour la période de douze mois à venir.]

[Les renseignements statistiques comprendront les données définitives concernant la période de douze mois qui s'est terminée le 31 décembre de l'année précédente, ainsi que des estimations pour l'année en cours et des prévisions pour l'année à venir.]

Commentaire: Le texte figurant en grisé est la variante proposée pour la communication des renseignements si le Conseil décide de ne se réunir qu'en juin de chaque année.

Règle 16

Les Parties s'engagent à fournir, dans l'année qui suivra l'entrée en vigueur de l'Accord ou leur acceptation de celui-ci, des renseignements sur leurs politiques intérieures et leurs mesures commerciales dans le secteur bovin, y compris les engagements bilatéraux et plurilatéraux. Elles feront connaître, le plus tôt possible, et, en tout cas, en juin de chaque année, toutes les modifications apportées à ces politiques et mesures qui seraient susceptibles d'avoir des effets sur le commerce international de la viande bovine et des animaux vivants de l'espèce bovine.

Règle 17

Conformément aux dispositions de l'article IV, paragraphe 1, de l'Accord, le Secrétariat établira chaque [semestre] [année] un rapport analytique sur la situation et les perspectives du marché mondial de la viande bovine, qui sera distribué au plus tard deux semaines avant la [les] réunion[s] ordinaire[s] du Conseil.

Règle 18

Conformément à l'article III de l'Accord, le Secrétariat sera chargé d'établir et de tenir à jour un inventaire de toutes les mesures affectant le commerce de la viande bovine et des animaux vivants de l'espèce bovine, y compris les engagements résultant de négociations bilatérales, plurilatérales ou multilatérales. Cet inventaire sera communiqué aux Parties au début de chaque période de trois ans. Les révisions de l'inventaire seront distribuées lorsque les changements seront communiqués au Secrétariat.